

Le rôle des acteurs de la société civile dans la prévention et la résolution des crises centrafricaines de 2013 à 2023

Loty Moïse ADOUMBAYE TOUBARO

moiseadoumbaye@gmail.com

Submitted: 2024-09-10

valued: 2024-11-20

validated: 2024-12-11

RESUME : Depuis plusieurs décennies, la République Centrafricaine est en proie aux conflits armés récurrents qui déstabilisent la paix et le vivre-ensemble entre les communautés. Les causes de ces conflits sont à la fois exogènes et endogènes. Le bouleversement de l'ordre mondial et le positionnement géostratégique et géopolitique font que la République Centrafricaine est devenue l'épicentre des convoitises des grandes puissances.

La mauvaise gouvernance, les querelles internes au sein des élites politiques pour des questions de positionnement et d'intérêt égoïste fragilisent d'avantage le pays et ouvrent la porte à une instabilité institutionnelle à l'origine des crises militaro-politiques avec pour conséquence des coups d'Etat à répétition. Tous ces maux ont alimenté l'insécurité et aggravé la pauvreté au niveau des ménages,.

Les acteurs des organisations de la Société Civile (OSC) en République Centrafricaine, comme les lanceurs d'alerte, ont joué plusieurs rôles pour prévenir et résoudre les multiples conflits qui fragilisent la RCA. Le présent article cherche à identifier les véritables causes des conflits en République Centrafricaine et analyser les stratégies et mécanismes adoptés par les acteurs des OSC pour atténuer lesdits conflits.

Mots Clés : Société Civile, Conflit, Prévention de conflits, Résolution de conflits.

ABSTRACT: For several decades, the Central African Republic has been plagued by recurring armed conflicts which destabilize peace and coexistence between communities. The causes of these conflicts are both exogenous and endogenous. The upheaval of the world order and the geostrategic and geopolitical positioning mean that the Central African Republic has become the epicenter of the desires of the great powers.

Bad governance, internal quarrels within political elites for questions of positioning and selfish interest further weaken the country and open the door to institutional instability at the origin of

military-political crises with the consequence of coups state repeatedly. All these ills have fueled insecurity and worsened poverty at the household level.

Actors from Civil Society Organizations (CSOs) in the Central African Republic, such as whistleblowers, have played several roles to prevent and resolve the multiple conflicts that are weakening the CAR. This article seeks to identify the real causes of conflicts in the Central African Republic and analyze the strategies and mechanisms adopted by CSO actors to mitigate said conflicts.

Keywords: Civil Society, Conflict, Conflict Prevention, Conflict Resolut

Introduction

Située au cœur du continent africain, la République Centrafricaine est fragilisée par des décennies de conflits armés suite aux différents coups d'états militaires. Les conséquences sont dramatiques sur le plan social et humanitaire. Pousser par l'insécurité et la famine, de nombreux centrafricains ont quitté leur localité pour trouver refuge dans des sites de fortune à l'intérieur du pays (environ 500 000 déplacés internes) et à l'étranger (environ 700 000 réfugiés)¹. La porosité des frontières favorise le foisonnement des groupes armés qui se sont disséminés sur l'ensemble du territoire national, le trafic illégal des armes, l'exploitation frauduleuse des mines, la transhumance à main armée, les conflits entre éleveurs et agriculteurs, les Violences Sexuelles liées aux conflits (VSLC), ainsi que les Violences Basées sur le Genre (VBG). A cela s'ajoute les conflits socio-politiques liés à la mauvaise gouvernance du pays par les élites dirigeantes.

Afin de ramener la paix dans le pays, les acteurs des OSC se sont largement impliqués dans les recherches des solutions aux crises militaro-politiques et socio-politiques à l'origine des tensions récurrentes. Pour connaître les actions menées par les acteurs des Organisations de la Société Civile pendant cette période difficile de l'histoire de la République Centrafricaine, il nous est donné de réfléchir sur le thème : « L'analyse des conflits en République Centrafricaine : le rôle des acteurs de la Société Civile dans la prévention et la résolution des tensions en Centrafrique de 2013 à 2023 ». Dans le cadre de cette étude, certaines interrogations retiennent notre attention : quel est le rôle joué par les acteurs des Organisations de la Société Civile pendant les périodes de tension en RCA ? Quelles stratégies adoptées par les acteurs des

¹ Rapport de la Banque Mondiale d'octobre 2023 sur la République Centrafricaine.

Organisations de la Société Civile pour prévenir et résoudre les conflits en RCA ? Est-ce que les mécanismes adoptés par les acteurs des OSC afin de prévenir et résoudre les conflits ont permis au retour définitif de la paix en Centrafrique ? Pour répondre à cette problématique, une analyse approfondie des actions menées par les acteurs des OSC en RCA nous permettra d'élucider leurs rôles.

Nous allons donc analyser le rôle joué par les acteurs de quatre réseaux des OSC plus principalement le ROSCA-GD, le GTSC, l'OCDH et le CIONGCA. Ces réseaux des OSC sont composées de plusieurs OSC et ont beaucoup mené des actions auprès de la population et des protagonistes en vue d'apaiser les tensions et de ramener la paix en République Centrafricaine. La collecte des données est basée sur la revue documentaire et des entretiens semi-directeurs individuels menés avec des OSC et la population.

I. Les causes des conflits en République Centrafricaine

1.1 L'origine coloniale des conflits en Centrafrique

Les causes des conflits en République Centrafricaine remontent de la période coloniale avant l'accession du pays à l'indépendance. La maltraitance de la population par l'administration coloniale a poussé celle-ci à se mobiliser dans une guerre sanglante qui a coûté la vie à de nombreux oubanguiens avant de se généraliser dans certaines colonies de l'Afrique Equatoriale Française (AEF) comme le Cameroun (Raphaël Nzabakomada- Yakoma, 1986 : 14-15)². A ces crises de la période coloniale, s'ajoute l'Immaturité de la jeune classe politique dès l'indépendance en 1960. En effet, après la mort tragique du feu président fondateur Barthélémy Boganda en mars 1959, le pays manque d'un leader charismatique et peine à se relever. Les élites dirigeantes de l'époque n'étaient pas préparées à gouverner le pays. Pour Paul-Crescent BENINGA et *al.* (2017 :1) :

BOGANDA n'avait pas fini d'asseoir son projet de société devant conduire à la construction d'une nouvelle nation centrafricaine intégrant les autres colonies de l'AEF. Disparu tragiquement dans un crash d'avion le 29 mars 1959 sous l'occupation coloniale française (un an avant l'indépendance), il n'avait pas donné l'opportunité aux centrafricains de rêver, ni d'expérimenter les piliers de sa pensée, à savoir nourrir, loger, vêtir, soigner, éduquer. Depuis

² Né, en 1944 à Baboua (République centrafricaine, au cœur de la région concernée par la guerre de Kongo-wara), M. Raphaël NZABAKOMADA-YAKOMA a fait des études supérieures aux Universités Paris X et Paris VII. Docteur de 3^e Cycle en Histoire.

lors, la RCA s'est trouvée plongée dans une longue période d'instabilité qui dure déjà plus de cinquante années.

La classe politique centrafricaine était dans un état embryonnaire au moment de la disparition du feu président Barthélémy Boganda. L'imaturité politique ainsi que la déviation de la jeune classe politique centrafricaine de la vision de la construction d'une nation du feu président Barthélémy Boganda constituent un facteur non négligeable de la naissance des conflits en RCA.

1.2. La mauvaise gouvernance

Les crises de gouvernance en République Centrafricaine touchent aussi bien la gestion des affaires publiques que le secteur privé ou la vie associative. Les conséquences de cette mauvaise gouvernance sont les crises politico-militaires récurrentes de plus en plus violentes, l'instabilité chronique des institutions étatiques et la fracture de la cohésion nationale.

La faiblesse de l'Etat découle de la mauvaise gouvernance politique. Dans un Etat démocratique comme la République Centrafricaine, la mauvaise gouvernance politique ne peut s'expliquer que par le non-respect des règles démocratiques. Lorsqu'il n'y a pas de séparation de pouvoir et que le pouvoir exécutif s'ingère dans le fonctionnement du parlement et de la justice, la séparation de pouvoir est du coup hypothéquée. L'Etat centrafricain depuis la crise militaro-politique de 2013 et le retour à l'ordre constitutionnel en 2016 ne tire pas la leçon du passé. Au contraire la tension politique devient exacerbée et le pays ne vit qu'au rythme de conflit qui peut toutefois se répondre un peu partout. L'interdiction de la liberté d'expression, de manifestation pacifique et la violence institutionnelle deviennent les stratégies mises en place par le gouvernement pour contraindre l'opposition démocratique et les OSC à ne pas dénoncer ces dérives autoritaires.³ Selon Enrica Picco, Experte de Crisis Group : Dans la capitale, trois facteurs endogènes fragilisent la stabilité du pouvoir central : la dérive autoritaire du gouvernement, la crise financière et les divisions au sein des forces de sécurité nationale.⁴

³ <https://www.radiondekeluka.org/66813-centrafrique-la-marche-du-gtsc-empechee-par-les-forces-de-lordre-a-bangui>

⁴ Enrica Picco, Dix ans après le coup d'Etat, la République centrafricaine confrontée à une nouvelle crise majeure ? Crisis Group, 2023

Enfin, des nominations effectuées sur des critères ethniques au sein de la garde présidentielle font monter les tensions. Face aux rumeurs récurrentes de tentative de coup d'Etat qui ont circulé au cours des derniers mois de 2022, le président Touadéra a décidé, fin janvier, de remplacer le général Alfred Service, directeur de la garde présidentielle depuis avril 2020, par les colonels Martial Selengué et Igor Seregaza. Ces deux officiers sont issus de l'ethnie du président, contrairement aux autres officiers supérieurs qui appartiennent au groupe ethnique majoritaire en RCA, les Gbaya, qui est celui de l'ancien président Bozizé. Cette lutte de pouvoir au sein de la garde présidentielle vient s'ajouter aux frustrations grandissantes des soldats de l'armée nationale vis-à-vis des comportements souvent abusifs des mercenaires russes et aux rumeurs de suppression de la prime de déploiement dans l'arrière-pays.

1.3. L'analphabétisme en milieu jeune

L'analphabétisme est un facteur de sous-développement et de l'insécurité dans un pays. Selon une enquête menée par United Nations Population Fund en décembre 2016 intitulé : « L'éducation en Centrafrique : la jeunesse reste la principale actrice et victime de la crise, gagnée à grand pas l'incivisme et la violence. »⁵, l'accès à l'éducation reste assez faible chez les jeunes centrafricains. Le Taux Brut de Scolarisation (TBS) est trois fois inférieur à la moyenne en l'Afrique subsaharienne.

Le système éducatif se caractérise également par l'absence d'enseignants qualifiés. Avant la crise, le ratio élèves-enseignant était 1:89. 40% des enseignants sont des maîtres parents sans formation ni qualification. Le ratio est de 145 élèves par salle de classe. Pendant les graves crises militaro-politiques, l'incivisme et la violence ont pris de l'ampleur en milieu jeune entraînant l'enrôlement de plusieurs enfants soldats dans les groupes armés.

1.2. Les conflits militaro-politiques

Pendant plus de 50 ans, la République Centrafricaine a enregistré cinq coups d'états militaires, deux mutineries et des rébellions armées (de 1966 à 2013). Le dernier coup d'état de 2013 a été sanglant et plus violent que tous les autres coups d'état militaire en RCA. Il est perpétré par la SELEKA qui signifie « alliance ». C'est une fusion des groupes armés venant du nord et du nord-est de la République Centrafricaine dirigée par Michel Djotodjia. En décembre 2013, les antibalaka, groupe armé composé à majorité des milices d'obédiences chrétiennes et certains

⁵ <https://car.unfpa.org/fr/news/l%E2%80%99%C3%A9ducation-en-centrafrique-la-jeunesse-reste-la-principale-actrice-et-victime-de-la-crise>

FACA entreront en action. Pour Thierry Vircoulon (2017 :5), la crise de 2013 en Centrafrique a pris une dimension communautaire et religieuse lorsque les antibalaka ont fait leur entrée dans le conflit :

La violence de la Seleka a produit une réaction d'auto-défense sous la forme des milices anti-balaka - mouvement populaire de rejet qui a émergé dans l'ouest, s'est militarisé (en absorbant une partie des militaires centrafricains) et a décidé de reprendre la capitale Bangui. Ce mouvement à base ethno-régionale⁶ a été considéré comme « patriotique » en 2014 par les populations de la capitale et de l'ouest qui voyaient en lui le libérateur du joug de la Seleka et qui ont formalisé leurs objectifs de guerre en des termes religieux et nationalistes très brutaux : chasser les Seleka et les musulmans qui sont de connivence avec eux (...).

L'élection présidentielle de 2016 a permis à la RCA de retrouver sa légalité constitutionnelle. Sauf que les violences pré et post-électorales de janvier 2021 ont donné lieu à une autre crise. Selon la tribune du chercheur Jeff Hawkins⁷ publiée par le journal *Le Monde : le dernier exercice électoral en dit long sur la fragilité du pays malgré le soutien continu de la communauté internationale*.⁸ Partant de cette analyse, nous pouvons déduire que l'échec de l'accord de Khartoum et le retour de l'ancien président François Bozizé à l'aune des élections couplées de 2020-2021 seraient des auspices pour la résurgence des conflits armés.

Pour Enrica Picco, Experte de Crisis Group :

Fin 2020, Bozizé a créé une coalition hétéroclite d'ex-Séléka et d'anti-balaka, la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), et a lancé une offensive sur Bangui. Repoussée par les forces gouvernementales (FACA) et leurs alliés russes et rwandais, la CPC s'est repliée en brousse, ainsi qu'au Tchad et Soudan voisins. (...) ⁹.

Depuis 2021, dans les villes de provinces, les affrontements opposent régulièrement les FACA et leurs alliés avec les éléments de la CPC. L'enjeu majeur demeure le contrôle des sites miniers

⁶ Les Gbaya, l'ethnie de l'ex-président Bozizé, ont été la souche originelle des anti-balaka mais à eux se sont joints d'autres ethnies de l'ouest: Mandja, Banda, etc.

⁷ Jeff Hawkins est chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS). Il a été ambassadeur des Etats-Unis en Centrafrique et consul général à Lagos, au Nigeria.

⁸ https://www.lemonde.fr/afrique/article/2021/01/11/la-centrafrique-n-est-jamais-vraiment-passee-de-la-crise-a-la-reconciliation_6065894_3212.html; Publication du 11 janvier 2021 à 18h00, consultée le 19 août 2024 à 10h50.

⁹ <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/central-african-republic/dix-ans-apres-le-coup-detat-la-republique>

Publication du 28 mars 2023, consultée le 19 août 2024 à 13h17

pour leur exploitation. Mais, dans un pays où plus de 56%¹⁰ de la population est pauvre, le défi humanitaire reste énorme. Dans tous ses affrontements, les populations locales ont été tuées et leurs biens saccagés et brûlés par les protagonistes. L'insécurité alimentaire et sanitaire est grandissante à tel point que le taux de mortalité est passé à la hausse. Les violences envers les personnels humanitaires réduisent leurs champs d'action ainsi que leur effectif sur le terrain.

1.3. Le rôle des acteurs de la société civile dans la prévention et la résolution des conflits en Centrafrique

Les acteurs des Organisations de la Société Civile en Centrafrique ont joué un rôle très important à travers leur implication dans les recherches de solution aux crises en RCA. Ces acteurs ont adopté chacun des mécanismes et des stratégies selon les visions de leurs organisations.

La Maison des Services créée en 2019 et regroupant environ 230 associations et organisations non gouvernementales, s'inscrit dans le cadre du projet de renforcement des capacités des organisations de la société civile centrafricaines mené par Bioforce en consortium avec Oxfam Intermon et co-financé par l'Union européenne via le Fonds Bêkou¹¹. L'objectif est de contribuer à bâtir une société civile active qui œuvre pour la paix, le relèvement et la gouvernance participative. Un objectif qui s'aligne notamment sur celui du Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix (RCPCA) du gouvernement centrafricain.

Cependant, les acteurs du Réseau des Organisations de la Société Civile de Centrafrique pour la Gouvernance et le Développement (ROSCA-GD), du Groupe de Travail de la Société Civile (GTSC), du Conseil Inter ONG en Centrafrique (CIONGCA) et de l'Observatoire Centrafricain des Droits de l'Homme (OCDH) ont, à travers leur mécanisme, stratégie et synergie d'actions, retenu notre attention dans cette analyse.

1.3.1. Typologie d'actions

1.3.1.1. La médiation

Les acteurs des Organisations de la Société Civile dans leur stratégie et mécanisme divers ont mené des médiations entre les protagonistes des conflits. Pendant le déclenchement de la crise politico-militaire en décembre 2012, le Groupe de Travail de la Société Civile, a tenté de mener

¹⁰ Selon le rapport d'enquête sur les conditions de vie des ménages de 2021 (EHCVM 2021), 68,8 % de la population centrafricaine vivent en dessous du seuil de pauvreté nationale.

¹¹ <https://www.bioforce.org/en-centrafrique-louverture-de-la-maison-de-la-societe-civile-est-un-espoir-pour-les-associations/>

une médiation entre le gouvernement de l'ancien Président François Bozizé et le groupe armé de la Séléka¹². Selon le Coordonnateur National du GTSC Gervais Lakosso :

Dès sa création en 2012, le GTSC s'était aussitôt mis au travail à faire des déclarations en invitant les groupes armés à cesser le feu et à penser aux résolutions pacifiques du conflit. Le GTSC a fait une médiation entre les groupes armés et le gouvernement de l'ancien président François Bozizé. La médiation initiée par le GTSC n'a pas bien marché parce que les belligérants préfèrent écouter les partenaires internationaux et la communauté internationale plutôt qu'une initiative locale¹³.

Dans la déclaration du GTSC du 30 décembre 2012, les Organisation de la Société Civile en Centrafrique ont évoqué 5 points dans leur recommandation à l'opinion nationale et internationale pour la résolution pacifique des conflits¹⁴. Les déclarations du GTSC ont permis à ce que la Société Civile Centrafricaine puisse participer au dialogue de Libreville en janvier 2013. Sa pression dans ce dialogue a fait que, après le renversement du régime de François Bozizé par la Séléka, 45 conseillers émanant de la Société Civile ont pu siéger au Conseil National de Transition et ont impacté positivement la Charte Constitutionnelle de 2013 à 2015 pour un retour à la légalité constitutionnelle.

Dans l'Acte du colloque organisé par le Réseau des Organisations de la Société Civile de Centrafrique pour la gouvernance et le Développement (ROSCA-GD) en 2022 sur la Réconciliation Nationale, l'organisation a regroupé les corps sociaux, les organes de presse, les autorités locales et traditionnelles afin de les sensibiliser à construire et pérenniser la paix et le vivre-ensemble dans leurs différents milieux¹⁵. Ils se sont engagés à vulgariser dans leur environnement toutes les informations reçues afin de ramener et pérenniser la paix.

Pour le Secrétaire Général de l'Observatoire Centrafricain des Droits de l'Homme (OCDH), Evrard Bondadé, à Bangui l'OCDH a mené une médiation à travers la sensibilisation des groupes d'autodéfense affiliés au SELEKA dans leur fief au quartier KM5 dans le troisième arrondissement et les groupes anti-balaka dans leur fief au quartier ORSTOM dans le huitième arrondissement pour qu'ils cessent les hostilités et reviennent à la raison. L'OCDH a également orienté ses actions au niveau des autorités locales, les chefs de groupes, les chefs de quartiers dans les 8 arrondissements de Bangui.

¹² Le mot Séléka signifie "Alliance" en langue Sango.

¹³ Interview du Coordonnateur du GTSC réalisée le Jeudi 18 2024 à 12h38

¹⁴ <http://iccwomen.org/documents/Declaration-des-organisations-de-la-societe-civile-RCA.pdf>, consulté le 21 Août 2024 à 16h18.

¹⁵ Acte du colloque sur la réconciliation nationale organisée par le ROSCA-GD en 2022

L'OCDH a aussi travaillé à Kaga-Bandoro, à Bozoum, à Bossangoa, à Mbaïki pour parler de la paix aux populations de ses localités. A Vakaga, la médiation menée par l'OCDH a permis de réconcilier les groupes ethniques qui étaient divisés et se faisaient la guerre¹⁶. Leur stratégie se base aussi sur « le fait de dialoguer avec un ennemi pour se faire un ami » puisque c'est des incompréhensions qui font qu'on se fait des ennemis. Donc, si ses incompréhensions sont connues, on peut toutefois se faire la paix »¹⁷.

1.3.1.2. La dénonciation

La dénonciation demeure la stratégie utilisée par les Organisations de la Société Civile en Centrafrique afin d'amener les protagonistes à cesser les hostilités sur la population civile. Elle se réalise à travers les déclarations publiées par les OSC sur les médias.

Depuis 2012, lorsque les dérives du régime de l'ancien président François Bozizé ont fait des victimes en RCA, le Conseil Inter ONG en Centrafrique (CIONGCA) lançait des sonnettes d'alerte au niveau national pour attirer l'attention des dirigeants et des communautés nationales et internationales sur un réel problème de gouvernance. Il a fait des communiqués et des conférences de presse pour dénoncer les exactions et les pillages sur la population civile ainsi que les exactions subis par certains membres du CIONGCA, ils ont informé les partenaires sur les dérives des SELEKA et bien avant du régime de l'ancien président François Bozizé, En novembre 2018, le président du CIONGCA, Célestin Ngakola a dénoncé dans une déclaration les violations des Droits Humains commis sur la population centrafricaine à Bangui et à l'intérieur du pays.¹⁸ Le CIONGCA a aussi dénoncé le non-respect des droits de l'Homme en RCA et lancé un appel pour le retour immédiat d'une paix durable lors de la visite du Secrétaire Général des Nations Unies en République Centrafricaine du 25 au 27 novembre¹⁹. Dans la publication du 10 décembre 2018 sur le site de Ndèké-Luka intitulée « L'OCDH dénonce une accentuation des violations des droits humains ces derniers mois en RCA », le président de l'OCDH, Monsieur Mathias Barthélémy MOROUBA, dénonce la montée des

¹⁶ Dans la Vakaga, deux groupes ethniques s'affrontaient régulièrement pour des questions d'autorité et de positionnement : Les goulas affiliés au groupe armé RPRC et les Roungas affiliés au groupe armé FPRC/
<https://mondafrique.com/a-la-une/incroyable-constellation-des-groupes-armes-en-centrafrique/>;

¹⁷ Interview réalisée avec le Secrétaire Général de l'Observatoire Centrafricain des Droits de l'Homme le 16 juillet 2024 à 12h37

¹⁸ Déclaration rendu officielle le 27 Novembre 2018 sur Oubangui Médias à l'adresse :
<http://news.abangui.com/h/66176.html> consulté le 24 août 2024 à 10h18

¹⁹ https://www.facebook.com/photo?fbid=699363530257883&set=pcb.699363213591248&locale=fr_FR
consulté le 24 août 2024 à 10h45

violences en République Centrafricaine. Pour lui, « l'instabilité sécuritaire dans le pays ces derniers temps, a amplifié la violation des Droits humains ». Cependant, il se réjouit du démarrage des activités de la Cour Pénale Spéciale (CPS). Poursuivant son propos, il déclare : « Malheureusement nous avons constaté, que la situation de façon globale cette fois-ci n'est pas satisfaisante. Dans la mesure où à l'intérieur du pays, même à Bangui, nous assistons à des violations massives et systématiques des droits de la personne humaine »²⁰.

1.3.1.3. La négociation

En novembre 2016, la présidente du ROSCA-GD, Emilie Béatrice Epaye, a pris part au sommet de Bruxelles qui a permis à la République Centrafricaine de négocier auprès des bailleurs l'appui financier à l'endroit de la République Centrafricaine. A la suite de cette négociation et de la demande adressée par le président centrafricain, les donateurs ont accepté de financer à plus de 2,27 milliards de dollar le RCPCA afin d'aider la gestion du pays sur trois ans (2017 à 2019). Selon le Rapport de Crisis Group (2017,7), « au sortir des élections, les autorités centrafricaines ont fait appel à l'aide internationale pour mobiliser des fonds(...). La délégation centrafricaine composée de 81 membres, comprend les représentants de la Société Civile Centrafricaine dont Madame Emilie Béatrice EPAYE, présidente du ROSCA-GD.

1.3.1.4. Le plaidoyer

Le plaidoyer fait partie des mécanismes et stratégies adoptés par les acteurs des organisations de la Société Civile en RCA afin de prévenir et résoudre les conflits. A l'aune de la crise de 2013 lorsque les Séléka ont pris le pouvoir, les exactions commises sur la population civile deviennent exacerbées à tel point que les acteurs des organisations de la société civile se sont mobilisés pour aller plaider au siège des Nations Unies les tueries de masse, les pillages, les enlèvements (...) perpétrés par les éléments de ce groupe armé. Selon Maître Mathias Barthélémy Morouba, président de l'Observatoire Centrafricain des Droits de l'Homme (OCDH), l'objectif du déplacement à New York vise à présenter à la communauté internationale le vécu quotidien du Centrafricain : « Nous sommes en train de traverser un moment difficile de notre histoire. Il fallait rappeler à la communauté internationale qu'il y a un peuple qui est aujourd'hui abandonné, qui vit dans des conditions très difficiles et, en tant que membre de la communauté internationale, nous avons besoin de l'aide et de l'assistance pour nous aider à nous en sortir ». Poursuivant son allocution, Maître Mathias Barthélémy

²⁰ <https://www.radiondekeluka.org/32814-rca-l-ocdh-denonce-une-accentuation-les-violations-des-droits-humains-ces-derniers-mois-dans-le-pays> Consulté le 24 août 2024 à 12h12

MOROUBA a par ailleurs précisé que cette mission de plaidoyer commence déjà à porter son fruit sur le terrain²¹.

Dans une interview réalisée par Boisbouvier sur RFI en 2013, la Présidente du ROSCA-GD, Madame Emilie Béatrice Epaye, a fait le compte rendu d'une mission de sensibilisation et de plaidoyer sur la cause centrafricaine en France et aux Sièges des Nations Unies à New York. Ce qui a poussé la France à déployer en urgence l'opération Sangaris dont l'objectif est de préparer le terrain pour le déploiement des forces internationales prévu dans la résolution 2127 du conseil de sécurité des Nations Unies. Dans le Dossier de Presse Opération Sangaris (2016,3) :

Le 5 décembre 2013, sur décision du président de la République Française, la force Sangaris intervient en urgence pour mettre fin à un cycle d'exactions, empêchant ainsi un désastre humanitaire en République centrafricaine. Sous mandat de l'ONU (résolution 2127), la mission donnée à la force française était de rétablir un niveau de sécurité minimal : 1) en enrayant la spirale des exactions ; 2) en permettant le retour des organisations non gouvernementales ; 3) de préparer les conditions du déploiement de la communauté internationale.

Le déploiement des forces françaises de l'opération Sangaris a permis d'atténuer la spirale de violence qui a atteint son apogée pendant cette période de crise. D'après l'historique de la MINUSCA en République Centrafricaine :

Alors que la situation en République centrafricaine se dégradait dangereusement en décembre 2013 avec un nouveau cycle de violence et de représailles qui menaçait de diviser le pays sur des bases religieuses et ethniques et, éventuellement, de dégénérer pour devenir incontrôlable, le Conseil de sécurité, dans sa résolution 2127 (2013) du 5 décembre, autorisait le déploiement de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA) et d'une force de maintien de la paix appuyée par la France (appelée « Opération Sangaris) pour mettre un terme à l'escalade de la violence²².

Le plaidoyer mené par la mission de sensibilisation sur les causes centrafricaines dont laquelle figure la présidente du ROSCA-GD a eu un impact positif dans la mesure où l'opinion internationale a vite réagi pour arrêter l'hémorragie en Centrafrique et permettre aux Centrafricains de reprendre peu à peu leur rythme de vie normale.

Après la crise de 2013 et le retour de la République Centrafricaine à la légalité constitutionnelle, les crises sociétales font rage. Le recteur de l'Université de Bangui a suspendu l'Association Nationale des Etudiants Centrafricains (ANECA) en 2019, après une élection de

²¹ <https://www.radiodekeluka.org/17577-la-societe-civile-rend-compte-de-son-plaidoyer-en-faveur-de-la-rca> consulté le 27 août 2024 à 19h49

²² <https://minusca.unmissions.org/historique-0> consulté le 28 Août 2024 à 10h06.

renouvellement des membres du bureau qui était émaillé de violences. Selon le rapport de plaidoyer du ROSCA-GD de 2023, l'organisation dans ses objectifs œuvre pour la bonne gouvernance, prône la divergence dans les points de vue et la liberté d'expression a composé une équipe de plaidoyer qui s'est rendu auprès du Recteur de l'Université de Bangui et les Doyens des Facultés afin de plaider la restitution de l'ANECA sur le campus universitaire, car celle-ci s'inscrit dans une logique de la défense des droits des étudiants dans un Etat démocratique et de droit. C'est ainsi que le recteur et les autorités facultaires ont accepté de restaurer cette association.²³. Cet acte posé par le Recteur de l'Université de Bangui et son staff démontre clairement que le plaidoyer mené par le ROSCA-GD a eu un impact positif au niveau du campus universitaire

Selon le Secrétaire Général de l'OCDH Evrard Bondadé, pendant la crise pré et postélectorale de décembre 2020 l'Observatoire Centrafricain de Défense des Droits Humains a mené des plaidoyers au niveau des autorités politiques et gouvernementales pour le retour de la paix au sein des communautés.

En Janvier 2023, trois départements ministériels à savoir le Ministère des Finances, de l'Hydraulique et du Commerce se sont unis pour arrêter le nouveau prix des produits pétroliers. L'Arrêté interministériel augmente à plus de 50% les prix de l'essence, du gasoil et du pétrole. A l'annonce de l'arrêté par le gouvernement le 3 Janvier 2023, 14 Organisations de la Société Civile en Centrafrique se sont très vite réunies afin de mener un plaidoyer auprès du gouvernement pour qu'il revoie à la baisse ses prix. Le ROSCA-GD, le GTSC et le CIONGCA étaient aussi présents. Ces Organisations de la Société Civile ont répondu présent à l'invitation du gouvernement pendant laquelle, il a essayé d'expliquer les raisons qui l'ont poussé à faire cette augmentation. Les OSC présentes ont maintenu leur position et démontrer aux membres du gouvernement la souffrance que cette augmentation fait sur le quotidien des Centrafricains déjà appauvris par l'inflation mondiale qui découle des conséquences directes de la guerre Russo-Ukrainienne. Elles ont proposé un seuil d'augmentation qui pourrait arranger la population²⁴. Après cette démarche de plaidoyer entreprise par les 14 OSC²⁵, pour apaiser la

²³ La publication du Consultant Indépendant Roméo Guerret Sindo est partagée dans le groupe whatsapp du ROSCA-GD, le 9 Avril 2024 à 20h07.

²⁴ <https://www.radiodekeluka.org/39876-prix-du-carburant-le-gouvernement-joue-a-l-apaisement-face-a-l-indignation-de-la-societe-civile> consulté le 29 Aout 2024 à 17h22

²⁵ <https://corbeaunews-centrafrique.org/pour-le-gtsc-laugmentation-des-nouveaux-prix-du-carburant-nest-pas-acceptable-et-ne-saurait-etre-cautionnee-il-lance-un-ultimatum-au-gouvernement/> consulté le 2 Octobre 2024 à 10h05

tension, le gouvernement a revu en baisse le prix des produits pétroliers en Centrafrique par un arrêté interministériel²⁶.

1.3.1.5. La formation

La formation de la population centrafricaine fait partie des stratégies et mécanismes de prévention et de résolution des conflits adoptée par les acteurs des OSC en Centrafrique. Les OSC forment la population centrafricaine à travers les ateliers de formations, les conférences débat, les séminaires, les projections audio et les colloques à Bangui et dans les villes de provinces.

D'après le rapport des activités 2015-2023 du ROSCA-GD, des sensibilisations dans les huit arrondissements de Bangui et dans l'Ouham sur l'acceptation de l'identité des uns et des autres à travers 9 ateliers sur l'ouvrage du Franco-libanais Amin MALOOF : "Les identités meurtrières"²⁷ ont été menées. Il a diffusé de 2018 à 2020 le film nigérian : « l'Imam et le pasteur » dans les huit arrondissements de Bangui et à Boali afin de sensibiliser la population sur la cohésion sociale et les dangers qui peuvent advenir dans la société à cause des conflits communautaires. En outre, chaque année, le réseau organise des conférences-débat, des séminaires, des ateliers de formation sur la lutte contre la corruption, la cohésion sociale, le droits de l'homme, la citoyenneté, la gouvernance démocratique, la culture, l'éducation, la VBG, la gestion des ressources naturelles, la problématique d'acquisition des terres en RCA. Le GTSC a quant à lui, organisé une conférence citoyenne de la Société Civile afin de former la population centrafricaine à développer des comportements responsables dans l'optique de la recherche des solutions à la paix, la cohésion sociale et le vivre ensemble²⁸. Car après le retour à l'ordre constitutionnel de 2016 et jusqu'en 2023, la paix reste un problème majeur en RCA. Les élections couplées de décembre 2020 et janvier 2021 ont de nouveau fait sombrer le pays dans une crise post et pré-électorale.²⁹

1.2.1.6. L'assistance humanitaire

Les acteurs des Organisations de la Société Civile ont mené également des œuvres humanitaires afin d'apporter des assistances multiformes à la population centrafricaine. Pour le Secrétaire Général du Conseil Inter ONG en Centrafrique (CIONGCA), Monsieur Thierry

²⁶ <https://www.rjdhrca.org/centrafrique-un-arrete-interministeriel-revoit-en-baisse-les-nouveaux-prix-a-la-pompe-des-produits-petroliers/> Consulté le 29 Aout 2024 à 17h39

²⁷ Amin MALOOF est aujourd'hui le Secrétaire Permanent de l'Académie Française

²⁸ Rapport de la conférence citoyenne de la Société Civile, GTSC, 2018

²⁹ Interview réalisée le 16 Juillet 2024 à 12h47

Souagbédé : « Le CIONGCA a participé aux activités menées par la confession religieuse pour déplacer les populations meurtries dans des sites de fortunes à Bangui et à l'intérieure du pays en 2013 et 2014. Il a mené des interventions en organisant les relais communautaires qui ont permis de faire le référencement à certaines victimes des conflits et a contribué à sauver des vies »³⁰. Selon le rapport d'appuis financiers aux travaux de recherche de l'année 2023 de ROSCA-GD, depuis 2021, l'organisation appuis les travaux de recherche des jeunes chercheurs, doctorants et assimilés qui ont des difficultés financières et celles-ci bloquent l'avancement de leurs travaux. Pendant cette période, 13 jeunes chercheurs parmi lesquels 10 doctorantes et 3 étudiants en master ont reçu des subventions de recherche et de production des articles. C'est ainsi que 10 articles ont été produits par l'organisation au courant de cette période³¹.

1.3.1.7. Les manifestations pacifiques

La marche pacifique demeure un moyen de pression exercée par les acteurs des Organisations de la Société Civile afin de forcer les gouvernants à changer leur vision politique en faveur de la population. En République Centrafricaine, depuis les crises politico-militaires de 2013, les OSC ont fait plusieurs marches pacifiques pour dénoncer d'une part le laisser aller des forces onusiennes qui restent muet pendant que les civiles sont massacrés par les groupes armés et d'autres part de dénoncer la mauvaise gouvernance des élites dirigeantes³².

2.1. Discussions

Selon la définition de Société Civile dans le dossier Géoconfluence (2021:1) :

La société civile désigne l'ensemble des associations non gouvernementales qui agissent comme groupe de pression pour défendre les intérêts des individus et des collectifs qu'elle représente. À travers ses représentants, l'activité de ses associations, ses syndicats, ses groupes de consommateurs, elle fournit les acteurs et les contre-pouvoirs indépendants de l'État et du marché qui sont essentiels au bon fonctionnement d'une démocratie. Ils peuvent, par exemple, peser sur le respect des droits de l'Homme, la transformation des rapports sociaux, les choix d'aménagement du territoire et sur l'ensemble des questions environnementales »³³.

De cette analyse ressort le rôle important que joue la Société Civile dans une nation démocratique. La Société Civile dans sa dynamique constitue un groupe de pression afin

³⁰ Interview réalisé avec le SG de CIONGCA le 15 juillet 2024 à 12h22

³¹ Rapport d'aides financières aux travaux de recherche de l'ONG ROSCA-GD de 2021 à 2023.

³² <http://news.abangui.com/h/60094.html> consulté le 31 Aout 2024 à 1h27

³³ https://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/societe-civile-1/@@download_pdf?id=societe-civile-1&uid=967efffde585b66c89dc1b72237e3777 consulté le 5 Septembre à 9 h52

d'amener les élites gouvernantes à agir de manière à garantir le bien-être de la population. Il ressort que si les gouvernants sont dans une dérive autoritaire et persécutent leur population, la Société Civile demeure un rempart pour la population car elle doit agir de manière à forcer les dirigeants à se corriger.

Pour l'Organisation Internationale des Nations Unies la Société Civile désigne :

le large éventail d'organisations non gouvernementales et à but non lucratif qui animent la vie publique, et défendent les intérêts et les valeurs de leurs membres ou autres, basés sur les considérations d'ordre éthique, culturel, politique, scientifique, religieux ou philanthropique : groupements communautaires, organisations non gouvernementales ». (ONG), syndicats, organisations de populations autochtones, organisations caritatives, groupements d'obédience religieuse, associations professionnelles et fondations privées (...).

Selon les Nations Unies la Société Civile joue le rôle de défenseur de la population lorsque les intérêts de celle-ci sont en danger. Et en cas de crise dans un pays, c'est la population qui subit les effets négatifs à tous les échelons. Pour cela, la Société Civile a une obligation de mettre en place tous les mécanismes et stratégies nécessaires pour la prévention et la résolution de cette crise. En République Centrafricaine, les stratégies et mécanismes des acteurs de la Société Civile pour prévenir et résoudre les conflits consistent à mener des médiations entre les protagonistes, dénoncer les bavures de la gouvernance, faire des plaidoyers, former la population, faire des assistances humanitaires et organiser des marches et manifestations pacifiques. Au-delà des actions qui semblent d'une part apaiser les tensions et d'autre part renforcer la résilience de la population, les impacts de ses activités demeurent limités puisque, la République Centrafricaine compte 20 préfectures, 7 régions et une population estimée à 6 470 307 habitants avec une densité de 10,4 habitants par Km² selon le dernier rapport de l'Institut Centrafricain des Statistiques des Sciences Economiques et Sociales sur la population Centrafricaine en 2024. Les causes de la faible dissémination des actions des OSC sur le plan national ne peuvent s'expliquer d'une part par un manque de moyen financier qui fait que ses organisations ne peuvent pas atteindre toute les régions de la RCA et d'autre part par l'exigence des partenaires financiers qui fixent dès le départ la limite des localités qui peuvent bénéficier de leurs appuis. D'autres facteurs affaiblissent également les actions des OSC en République Centrafricaine : La division au sein des OSC à cause des questions d'intérêts, l'appartenance de certaines OSC à des partis politiques ainsi que la méconnaissance du rôle que doit jouer une véritable OSC. Pour Ladiba Gondeu (2017 :52-53) :

Il existe une forte interaction entre les organisations de la société civile³⁴, les partis politiques et le pouvoir d'Etat³⁵ en République Centrafricaine. S'est progressivement créé un champ d'action à l'intérieur duquel les uns et les autres se tiennent réciproquement, que ce soit par les relations d'alliance opportunistes entre appareils politiques ou de celle stratégique avec les forces vives de la Nation.

Le constat est que ce concert à la bonne pratique de la démocratie s'est ancré en Centrafrique depuis le retour à l'ordre constitutionnel en 2016 et se pérennise. Le parti au pouvoir fabrique pour son actif les OSC pour le soutenir dans ses actions. L'opposition n'est pas en reste. Ce qui est inquiétant est que, les OSC orthodoxes sont prises au piège du fait que, lorsqu'elles sortent pour mener une action, elles sont directement qualifiées par les OSC fabriquées par le pouvoir en place de soutien à l'opposition ou aux groupes armés et de semeurs de troubles. Ces accusations provoquent la peur et la méfiance au sein des « OSC orthodoxes » et le ralentissement dans leur réaction pour défendre l'intérêt de la population. Puisque ses OSC contribuent à l'animation de la vie politique, leur silence fait craindre un glissement du pays vers un régime autoritaire comme ressortit dans l'analyse de Roland Marchal(2023) intitulé « République Centrafricaine : la fabrique d'un autoritarisme ».

L'analyse empirique du rôle des acteurs de la Société Civile dans la prévention et la résolution des conflits en RCA a permis d'identifier les mécanismes et stratégies que ses acteurs ont adopté. Hors, lors des crises de 2013 à 2023 d'autres acteurs se sont impliqués dans les recherches de solutions aux conflits afin de permettre à la République Centrafricaine de retrouver la paix : l'Union Africaine, les Nations Unies, la CEEAC, l'Union Européenne, la communauté Sant 'Egidio, la Plateforme Interreligieuse (...). Ses acteurs internationaux de par leur influence sur les belligérants ainsi que leurs poids financiers se sont impliqués d'une manière ou d'une autre à la recherche des solutions aux conflits centrafricains. Selon Thierry Virculon (2017 :21) :

Les médiations par le haut sont portées par des représentants diplomatiques et des organismes spécialisés tel que Sant 'Egidio. Ces sont nombreux à se pencher sur le sort du conflit centrafricain. Or cette catégorie d'acteurs ne se coordonne pas suffisamment et s'inscrit dans des logiques de compétition institutionnelle ou/et dans des logiques d'intérêts où la frontière entre motivation personnelle et stratégie d'Etat est très opaque³⁶.

³⁴ Syndicats, organisations de défense de droits humains, de développement mais aussi associations des ressortissants de..., des clubs, etc.

³⁵ M'BOYA Jean-Claude, Histoire politique du mouvement syndical centrafricain, mémoire de DEA, IEP-CEAN, Bordeaux, septembre 1993, p. 56.

³⁶ À la recherche de la paix en Centrafrique : Médiations communautaires, religieuses et politiques

L'auteur veut démontrer dans son analyse qu'il y a une faille dans la coordination des initiatives des acteurs internationaux qui s'investissent dans la recherche des solutions aux conflits en République Centrafricaine. Il poursuit : « Depuis son commencement à la fin de l'année 2012, la crise centrafricaine n'a pas souffert d'un manque de médiateurs internationaux mais d'une inflation de médiateurs. Dès 2013, les pays et organismes intéressés au règlement de la crise ont créé un groupe de contact (GIC-RCA) en vue de superviser la transition³⁷.(...).

CONCLUSION

En définitive, les acteurs de la Société Civile Centrafricaine se sont impliqués dans les recherches de solutions aux multiples crises que la RCA a connues ces dernières décennies. Les stratégies et les mécanismes qu'ils ont adoptés, ont permis à la Centrafrique de retrouver la paix. A travers leur rôle de lanceur d'alerte, ses acteurs ont prévenu à chaque fois l'opinion nationale et internationale sur les signaux qui peuvent générer les conflits dans les communautés et dans la société. Ils ont décrié les dérives de la gouvernance du pays en organisant des manifestations pacifiques afin de dénoncer la mauvaise gouvernance³⁸.

Lorsque les conflits surgissent dans la société centrafricaine, ces acteurs développent des stratégies et des mécanismes dans la vision de leurs organisations afin de réunir les protagonistes autour d'une table pour les amener à se réconcilier d'une part, et d'autre part, elles sensibilisent et forment la population à construire la paix dans leur milieu³⁹.

L'impact des actions menées par les acteurs de la société civile est considérable sur la population. Les communautés qui s'entredéchiraient pendant les crises militaro-politiques de 2013 s'étaient réconciliées et vivent dorénavant ensemble. Mais la problématique de la paix reste un enjeu majeur puisqu'en 2021 la Centrafrique s'était basculée dans une unième crise militaro-politique. Malgré que cette crise ait été très vite atténuée grâce aux partenaires militaires qui avaient volé à la rescousse des FACA, une question majeure reste à poser : est-ce que les actions des acteurs de la société civile centrafricaine ont ramené définitivement la paix en RCA ? Disposent-ils de moyens suffisants pour pérenniser la paix en Centrafrique ?

³⁷ En faisaient partie l'ONU, l'Union africaine (UA), la CEEAC, l'Union européenne, la France, les États-Unis, le Congo-Brazzaville et la Banque mondiale. Ce groupe était aussi désigné comme le G8.

³⁸ En avril 2024, le GTSC a organisé une manifestation pacifique en mobilisant plusieurs Organisations de la Société Civile pour manifester contre la vie chère plus précisément la taxe sur les produits de communications et l'internet, les coupures intempestives d'eau et de l'électricité ainsi que la dégradation avancée des états de routes à Bangui et en provinces.

³⁹ En août 2022, le ROSCA-GD a organisé un colloque sur la réconciliation nationale regroupant tous les corps sociaux de la RCA.

Références bibliographiques

- Amin, Malouf, 1998, *Les identités meurtrières*, France, LGF
- Adoumbaye Toubaro, Loty Moïse, 2024, *Le rôle des acteurs religieux dans la prévention et la résolution des conflits en RCA de 2013 à 2023*, Bangui/RCA, *Mémoire de Masterclass, Université de Bangui*
- Ladiba, Gondeu, 2017, *La Société Civile Centrafricaine piégée par les crises*, Paris/France, CCFD-Terre Solidaire
- Ministère du plan, de la coopération et de l'économie, 2019, Loi N°19 002 régissant les organisations non-gouvernementales en RCA, Bangui/RCA
- Béninga, Paul-Crescent, et all, 2017, *Persistance de la crise en République Centrafricaine comprendre pour agir*, Yaoundé/Cameroun
- Nzabakomanda - Yakoma, Raphaël, 1985, *L'Afrique Centrale Insurgée : La guerre du Congo-Wara 1921-1936*, France, L'Harmattan
- Rapport de la Banque Mondiale sur la situation en Centrafrique, Octobre 2023
- Rapport des activités du ROSCA-GD, 2016-2023, Bangui/RCA
- Rapport du GTSC sur l'observation de la situation à la frontière Tchad-RCA, 2016, CSAPR
- Roland Marchal, 2016, *Brève histoire d'une transition singulière*, Paris/France
- Vircoulon, Thierry , 2017, *A la recherche de la paix en Centrafrique : Médiation communautaire, religieuse et politique*, Paris/France, IFRI

WEBOGRAPHIE

- UNFPA, 2016, L'éducation en Centrafrique : la jeunesse reste la principale actrice de et victime de la crise, gagnée à grand pas par l'incivisme, URL : <https://car.unfpa.org/fr/news/1%E2%80%9999%C3%A9ducation-en-centrafrique-la-jeunesse-reste-la-principale-actrice-et-victime-de-la-crise>, DOI, Consulté le 11 Mai 2024 à 14h03 ;
- Mankou, Brice Arsène, 2007, Le tribalisme, in revue, N°19, URL : <https://journals.openedition.org/leportique/1404?lang=en>, DOI, Consulté le 12 Mai 2024 à 19h11 ;
- Radio Ndèkéluka, 2024, Centrafrique : la marche du GTSC empêchée par les forces, URL : <https://www.radiondekeluka.org/66813-centrafrique-la-marche-du-gtsc-empechee-par-les-forces-de-lordre-a-bangui>, DOI, Consulté le 8 octobre 2024 à 10h05 ;
- Rédaction de Monde Afrique, 2024, L'incroyable constellation des groupes armés en Centrafrique, URL : <https://mondafrique.com/a-la-une/lincroyable-constellation-des-groupes-armes-en-centrafrique/>; DOI, Consulté le 30 avril 2024 à 8h17.